Pakistan : les islamistes du TLP abandonnent leurs revendications contre la France, en échange, le gouvernement accepte de libérer leur chef et 860 membres (MàJ)

19/11/2021 à 19h02



Le **Tehreek-e-Labbaik Pakistan** désigné sous l'acronyme **TLP** est un parti politique pakistanais islamiste radical. Interdit depuis le 15 avril 2021, **et a nouveau autorisé depuis le 07 novembre 2021**

19/11/2021

Le chef d'un parti islamiste pakistanais qui avait organisé de violentes manifestations anti-françaises a été libéré de prison jeudi 18 novembre, dans le cadre d'un accord avec les autorités destiné à mettre fin à des mois de heurts parfois meurtriers. Saad Rizvi, le chef du Tehreek-e-Labbaik Pakistan (TLP), est arrivé en début de soirée au quartier général de son parti à Lahore (est), sous les acclamations de centaines

de militants rassemblés pour fêter sa remise en liberté.

[…]

Le TLP a dénoncé violemment pendant près d'un an le soutien de la France au droit de caricaturer, y compris le prophète Mahomet. Le président Emmanuel Macron avait défendu le droit à la caricature au nom de la liberté d'expression lors d'un hommage rendu à un enseignant décapité le 16 octobre 2020 après avoir montré des dessins satiriques à sa classe, dans la foulée de la republication des caricatures du prophète de l'islam par l'hebdomadaire Charlie Hebdo.

L'interdiction du TLP a été levée le 7 novembre après qu'un accord eut été conclu avec le gouvernement pour mettre fin à une nouvelle série de manifestations, ayant dégénéré en affrontements au cours desquels au moins sept policiers ont été tués. Cet accord a aussi débouché sur la remise en liberté de centaines de sympathisants du TLP, incarcérés à la suite de ces diverses manifestations. Six policiers avaient également été tués lors des manifestations organisées en avril par le TLP, qui avaient alors poussé la France à demander à ses ressortissants de quitter le Pakistan.

Le Figaro

02/11/2021

Le pacte, annoncé dimanche, a désamorcé une crise qui avait paralysé plusieurs villes, mais il a également mis en évidence la lutte du gouvernement pour s'affirmer face aux extrémistes religieux.

Le Pakistan a évité une épreuve de force politique lundi, les autorités ayant rouvert une route nationale importante que les partisans d'un groupe islamiste militant avaient occupée

pendant plusieurs jours, à la suite d’un pacte secret entre le gouvernement et le groupe.

Cet accord a permis de désamorcer une crise qui avait plongé le pays dans la tourmente ces derniers jours, la dernière en date d’une série **d’affrontements avec les islamistes extrémistes qui protestent contre ce qui est perçu comme un blasphème**. Mais elle a également illustré l’influence et le pouvoir croissants de ces groupes, y compris le Tehreek-e-Labaik Pakistan, ou T.L.P., que le Pakistan a interdit comme organisation terroriste en avril, et la lutte du faible gouvernement civil pour s’affirmer dans un contexte de difficultés économiques et d’inflation croissante.

Ce n’est pas parce que le gouvernement a conclu un “accord” avec le T.L.P. que les protestations publiques contre le blasphème ne vont pas resurgir”, a déclaré Saad Rasool, avocat constitutionnel et chroniqueur de presse.

Après un violent face-à-face avec les membres du T.L.P., qui a fait quatre morts parmi les policiers, le gouvernement pakistanais a annoncé dimanche qu’il avait conclu un accord avec le groupe, mais n’en a pas révélé les termes publiquement. De nombreux partisans du groupe sont restés sur la route nationale, dans l’espoir de faire pression sur le gouvernement pour qu’il donne suite aux promesses faites dans l’accord.



La dernière impasse a commencé le 21 octobre, lorsque des milliers de partisans du T.L.P. ont commencé à marcher vers Islamabad depuis Lahore. Ils ont exigé la libération du leader du groupe, Saad Hussain Rizvi, qui a été arrêté en avril, et l'abandon des accusations de terrorisme contre des centaines de ses membres.

Le groupe a également **demandé l'expulsion de l'ambassadeur de France en raison des caricatures publiées en France qui représentent le prophète Mahomet.** Le gouvernement du Premier ministre Imran Khan avait accepté de soumettre la question de l'expulsion à un vote parlementaire au printemps dernier, mais n'y a pas donné suite.

Dimanche après-midi, le mufti Muneebur Rehman, un religieux influent qui s'est porté garant pour le T.L.P., et des ministres au regard sombre ont pris la parole lors d'une conférence de presse à Islamabad pour annoncer l'accord.

"Il ne s'agit pas d'une victoire ou d'une défaite de quelque côté que ce soit", a déclaré M. Rehman, ajoutant que les

détails de l'accord seraient rendus publics ultérieurement.

Dans le cadre de cet accord, dont les termes ont été largement rapportés par les médias locaux, **le T.L.P. a renoncé à exiger que le Pakistan rompe ses liens diplomatiques avec la France**. **En échange, le gouvernement a accepté de libérer les membres du groupe qui avaient été emprisonnés et de ne pas porter de nouvelles accusations contre les dirigeants du groupe. Il a également accepté de lever son interdiction du groupe.**

***"Je peux confirmer que 860 personnes"*, des sympathisants du Tehreek-e-Labbaik Pakistan (TLP), ont été relâchées**, a déclaré mardi à l'AFP un porte-parole de la police de la province du Pendjab, Mazhar Hussain.

Arif Rafiq, président de Vizier Consulting, une société de conseil en risques politiques à New York, a déclaré que les protestations au Pakistan sur le blasphème remontent aux années 1970 et a décrit le T.L.P. comme un problème pour le gouvernement qu'il ne résoudra pas facilement.

"Il n'y a pas de solution du jour au lendemain au défi du Labaik", a-t-il déclaré. "Il s'agit d'un groupe de niche qui jouit d'un fort pouvoir d'attraction dans les principaux centres de population du Pakistan. Et il est capable de tirer parti de ce soutien à la fois dans la rue et dans les urnes."

M. Rasool, l'avocat constitutionnel, a déclaré : "L'État du Pakistan, en partenariat avec les religieux modérés, doit trouver un récit concerté de non-violence contre les événements de blasphème."

Les musulmans sunnites, notamment de la secte Barelvi, qui constituent la majorité de la population pakistanaise, considèrent les représentations du prophète Mahomet comme blasphématoires. Les insultes perçues ont suscité des manifestations de colère et des violences collectives.

Le T.L.P. a canalisé cette colère au sein de la population

pakistanaise et est devenu une force puissante ces dernières années, grâce à sa capacité à organiser des protestations et des rassemblements violents. La récente manifestation était au moins sa sixième confrontation majeure avec le gouvernement.

La puissance de la menace que représente le T.L.P. n'échappe pas aux dirigeants civils et militaires du Pakistan.

Lors d'une réunion d'information tenue vendredi dernier au siège de l'agence d'espionnage du pays à Islamabad, de hauts responsables de la sécurité et des ministres ont déclaré à un groupe de journalistes, dont le New York Times, que l'État ne pouvait pas permettre à un groupe armé de contester son autorité. Mais ils semblaient craindre un affrontement entre les manifestants et les parachutistes, qui relèvent de la chaîne de commandement de l'armée.

Évoquant le risque de violence si des troupes armées affrontaient les manifestants, un haut responsable des services de renseignement a déclaré qu'une telle répression ne serait imposée qu'en dernier recours.

NY Times / Var-Matin

29/10/2021

> *Les partisans du TLP, officiellement interdit et classé organisation "terroriste" par le gouvernement, dénoncent le soutien de la France au droit de caricaturer, y compris le prophète de l'islam Mahomet, et réclament la libération de leur chef détenu par les autorités #AFP*
>
> *— Agence France-Presse (@afpfr) October 27, 2021*

À Lahore, dans l'est du Pakistan, au moins trois policiers ont

été tués par balle, 70 autres blessés, dans une manifestation du TLP, le Tehreek-e-Labbaik Pakistan, mercredi 27 octobre. Le parti islamiste, considéré comme une organisation militante par les autorités, affirme qu'au moins quatre de ses militants ont été tués, des dizaines d'autres blessés. **Le TLP réclame depuis plusieurs jours la libération de leur chef emprisonné depuis avril. Il exige aussi l'expulsion de l'ambassadeur de France depuis que le président Macron a défendu le droit à la caricature lors d'une cérémonie en hommage à l'enseignant Samuel Paty, assassiné pour avoir montré des caricatures du prophète Mahomet.**

-
-
-

Des milliers de manifestants du Tehreek-e-Labbaik Pakistan étaient rassemblés dans la ville de Lahore, se préparant à entamer une marche vers la capitale Islamabad. Mais, comme les jours précédents, des violences ont rapidement éclaté dans le cortège, pris en étau entre des colonnes de policiers qui lançaient des gaz lacrymogènes et tiraient à balles réelles sur la foule, selon des membres du parti islamiste. Des corps de militants sans vie gisaient au sol, raconte un confrère pakistanais sur place. C'est alors que plusieurs agents des forces de l'ordre ont été pris à partie par des groupes de manifestants déchaînés, nous raconte ce journaliste sur place. « *Des manifestants ont déshabillé un policier devant moi, ils le battaient alors que celui-ci était nu. L'homme les suppliait de le laisser en vie* », raconte-t-il. Ce confrère a lui-même reçu des coups pour avoir filmé des actes de violence perpétrés par les manifestants. Certains avaient des armes à feu affirme-t-il.

Le TLP exige la libération de son chef Hafiz Saad Rizvi, emprisonné en avril dernier après que le parti

islamiste, considéré comme une organisation militante, a organisé des manifestations massives à travers le pays, contre la France ; manifestation en réaction aux propos d'Emmanuel Macron qui défendait la publication des caricatures du prophète Mahomet.

RFi

24/04/2021



Le Premier ministre pakistanais Imran Khan a déclaré lundi qu'il allait lancer une campagne, en recherchant le soutien des pays musulmans pour soulever les questions de blasphème et d'islamophobie qui couvent dans les forums internationaux, y compris l'ONU et l'UE.

"*Lorsque nous commencerons une campagne en rassemblant tous les pays musulmans [contre l'islamophobie et le blasphème],*

cela fera la différence et le changement viendra en Occident“, a déclaré Khan lors d’une cérémonie télévisée dans la capitale Islamabad.

“***Il viendra le jour où les Occidentaux réfléchiront à 2 fois avant de manquer de respect au Prophète (PBUH)***“, a poursuivi Khan.

La semaine dernière, Khan a exhorté les pays occidentaux à interdire le blasphème du prophète Mahomet sur le modèle de l’Holocauste.

[…]

AA

20/04/2021



Photo du 20 Avril 2021 – Pakistan

[…]

Le gouvernement a annoncé mercredi que le TLP serait désormais interdit, le qualifiant de groupe terroriste, et a arrêté des milliers de manifestants durant les heurts.

Mais M. Rashid a précisé mardi qu'aucune poursuite ne serait intentée à leur encontre, y compris pour ceux arrêtés dans le cadre de la législation anti-terroriste.

Le Premier ministre pakistanais, Imran Khan, a appelé lundi le TLP à mettre fin aux violences, estimant que l'expulsion de l'ambassadeur français n'aurait que des conséquences négatives pour le Pakistan, notamment sur ses relations économiques avec l'Europe.

"*Si nous continuons à protester pendant nos vies entières, non seulement nous causerons des dommages à notre pays, **mais cela n'aura aucun impact***" **sur l'Occident, a déclaré M. Khan dans un message télévisé enregistré.**

L'islam dans son interprétation stricte interdit toute représentation de Mahomet et la question du blasphème est particulièrement sensible au Pakistan, où elle transcende les frontières entre les partis.

Des analystes estiment que la politique d'apaisement de M. Khan à l'égard du TLP est risquée, car cela pourrait encourager ce parti à continuer de recourir à la violence dans un but politique.

"*Je pense que le Premier ministre a compris qu'apaiser les forces radicales n'est pas chose aisée, parce que quand vous tentez de les satisfaire, ils demandent encore plus. Jusqu'ici, il a échoué à maintenir l'équilibre*", a ainsi estimé pour l'AFP l'expert sécuritaire Amir Rana.

L'Express

19/04/2021

Onze policiers pakistanais pris en otage par des manifestants anti-France ont été libérés à l'issue de négociations, a annoncé lundi 19 avril, le ministère de l'intérieur. Une vidéo mise en ligne dimanche, et authentifiée par la police, montre des policiers blessés, **certains en sang et contusionnés, un bandage autour de la tête**. Ils avaient été capturés dimanche par le parti Tehreek-e-Labbaik (TLP) au cours de violentes manifestations à Lahore.

Le ministre de l'intérieur Sheikh Rashid Ahmed a indiqué que les policiers ont été libérés tôt lundi après des *« négociations »* avec le TLP, officiellement interdit depuis la semaine dernière par le gouvernement qui l'a classifié comme étant une organisation terroriste.

Les officiers avaient été retenus dans une mosquée appartenant au TLP, dans laquelle se sont regroupés des partisans de ce mouvement. Elle est actuellement encerclée par la police. *« Des négociations ont été entamées avec le TLP, la première partie s'est achevée avec succès »*, a déclaré M. Rashid dans une vidéo sur Twitter. *« Ils ont libéré les onze policiers qui avaient été pris en otage »*. Il a déclaré qu'une deuxième série de négociations aurait lieu plus tard lundi, bien que l'on ne sache pas exactement sur quoi elles porteront.

[…]

Le Monde

18/04/2021

> *Seems like a Civil War has broken out in #Lahore, #Pakistan. The same Jihadi organization which the Pakistani army supported are turning and biting them. Full media blackout in Pakistan.*
> *Thank god we will live in #SecularIndia@PMOIndia @MEAIndia @usembislamabad @DG_PIB pic.twitter.com/wRjt8unpAm*
>
> *— Ankit Srivastava (@AnkitNDT) April 18, 2021*

Au moins sept policiers pakistanais ont été pris en otage dimanche à Lahore par des manifestants anti-France appartenant à un parti islamiste radical. "Des membres du TLP", le parti Tehreek-e-Labbaik Pakistan, "*retiennent en otage cinq policiers et deux membres du corps des Rangers*", a déclaré Rana Arif, porte-parole de la police à Lahore.

Ils protestent depuis lundi contre la mise en prison de leur chef, qui a été arrêté pour avoir demandé l'expulsion de l'ambassadeur de France. Des manifestations anti-France ont eu lieu dans plusieurs villes du pays, entraînant la mort de six policiers et conduisant l'ambassade de France à appeler ses ressortissants à quitter provisoirement le pays.

Des chefs du TLP, parti officiellement interdit, ont indiqué que plusieurs membres de leur mouvement ont été tués dimanche. "*Nous ne les enterrerons pas tant que l'ambassadeur de France n'est pas expulsé*", a déclaré dans une vidéo mise en ligne Allama Muhammad Shafiq Amini, un chef du TLP à Lahore. […]

BFMTV

15/04/2021



« En raison des menaces sérieuses qui pèsent sur les intérêts français au Pakistan, il est recommandé aux ressortissants français et aux entreprises françaises de quitter provisoirement le pays », a écrit l'ambassade dans un message envoyé aux Français résidant au Pakistan, où de violentes manifestations anti-françaises se sont déroulées cette semaine.

Le Télégramme

14/04/2021

A Lahore, la deuxième plus grande ville du pays, deux

policiers sont morts après avoir été blessés lors d'affrontements avec les manifestants, selon la police.

France info

13/04/2021

Des milliers de partisans d'un mouvement extrémiste, le Tehreek-e-Labbaik Pakistan (TLP), ont manifesté à Lahore, deuxième plus grande ville du pays. Ils protestaient contre l'arrestation de son dirigeant, Saad Rizvi, qui exigeait l'expulsion de l'ambassadeur de France.

Le TLP avait également mobilisé des milliers de manifestants pour protester contre des déclarations du président français Emmanuel Macron, qui avait défendu le droit à la caricature au nom de la liberté d'expression, au cours de l'hommage rendu à un enseignant tué le 16 octobre après avoir montré des dessins satiriques à sa classe.

[…]

Le Matin